

Investissements
sous contrôle étranger

Bulletin

FLASH

Perspectives 2014

Depuis l'année de référence 2004, la publication no 61-232 de Statistique Canada, *Investissements étrangers et nationaux au Canada*, permettait de suivre l'évolution des investissements étrangers selon le pays de contrôle et l'industrie au niveau provincial. Étant donné que cette publication n'est plus disponible, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a élaboré une méthode permettant d'estimer les investissements étrangers au Québec. L'estimation repose sur la partie québécoise de l'*Enquête sur les dépenses en immobilisation*, ainsi que sur les informations contenues dans le cédérom *Liens de parenté entre sociétés*. Comme cette méthode diffère du modèle d'estimation général des dépenses en immobilisation de Statistique Canada, la prudence est de mise quant à la comparabilité avec les données publiées antérieurement par Statistique Canada.

Investissement étranger : tendance à la baisse, 5,8 milliards de dollars attendus en 2014

Les entreprises sous contrôle étranger prévoient investir près de 5,8 G\$ en 2014, en baisse par rapport aux investissements réels de 8,1 G\$ en 2012. La part de ces investissements sur l'ensemble des dépenses en immobilisation privées non résidentielles est en perte de vitesse, passant de 31 % en 2012 à 26 % en 2014 (figure 1).

Selon le pays de contrôle, les prévisions d'investissement des entreprises états-uniennes sont les plus élevées en 2014 avec 2,5 G\$. Ces intentions sont en recul comparativement aux 3 G\$ en 2012 et 2013. Les entreprises sous contrôle d'un pays membre de l'Union européenne ont des perspectives d'investissement au Québec de l'ordre de 2 G\$ en 2014, un montant plus faible que les investissements de 2,3 G\$ en 2013 et de 3,4 G\$ en 2012. Finalement, la valeur des intentions d'investissement

des entreprises provenant d'autres pays en 2014 se situe à 1,2 G\$, en baisse comparativement à 1,3 G\$ et 1,7 G\$ en 2013 et 2012.

Il y a une forte contraction de la valeur des investissements en construction des entreprises contrôlées par un pays étranger. Les intentions 2014 (1,9 G\$) sont en baisse de 50 % par rapport aux investissements de 2012 (3,7 G\$). Dans une moindre mesure, les intentions d'investissement en machines et équipements sont également en baisse avec 4,3 G\$ en 2012 comparativement à 3,9 G\$ en 2014.

Chute de la part de l'investissement étranger dans les secteurs de l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz (21) et de la fabrication (31-33)

Les baisses observées des investissements étrangers au Québec en construction et en machines et équipements sont en bonne partie attribuables au secteur de l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz (21). Les investissements totaux de ce secteur s'élèvent à 445 M\$ en 2010, pour ensuite augmenter à 2,7 G\$ en 2012 (données non présentées) et redescendre à 738 M\$ en 2014, alors que les investissements des entreprises canadiennes dans ce secteur atteignent 2,2 G\$ en 2010, 2,1 G\$ en 2012 (données non présentées) et 2,1 G\$ en 2014. Par conséquent, dans ce secteur, la part étrangère de l'investissement est passée de 17 % à 56 % et à 26 % respectivement (figure 1).

Dans le secteur de la fabrication, les investissements étrangers connaissent également une hausse suivie d'un déclin, passant de 1,2 G\$ en 2010 à 2,5 G\$

Tableau 1

Dépenses en immobilisation privée non résidentielle selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, Québec, 2012-2014¹

Pays de contrôle	Année¹	Immobilisations		Total
		Construction	Machines et équipement	
		M\$		
Canada	2012	8 225,4	10 023,1	18 248,5
	2013	7 124,0	9 340,3	16 464,3
	2014	7 068,7	9 699,1	16 767,8
Pays étrangers	2012	3 726,7	4 344,7	8 071,4
	2013	2 615,2	4 017,7	6 633,0
	2014	1 867,9	3 905,2	5 773,1
États-Unis d'Amérique	2012	1 100,7	1 885,5	2 986,1
	2013	1 325,7	1 713,5	3 039,3
	2014	836,8	1 663,1	2 499,9
Union Européenne²	2012	2 342,4	1 013,1	3 355,5
	2013	1 153,6	1 166,6	2 320,2
	2014	918,2	1 124,1	2 042,4
Autres pays	2012	283,7	1 446,1	1 729,8
	2013	135,8	1 137,6	1 273,5
	2014	112,9	1 118,0	1 230,8
Total	2012	11 952,1	14 367,8	26 319,9
	2013	9 739,2	13 358,0	23 097,3
	2014	8 936,6	13 604,3	22 540,9

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec

Figure 1

Part de l'investissement étranger selon le secteur d'activité économique, Québec, 2010-2014¹

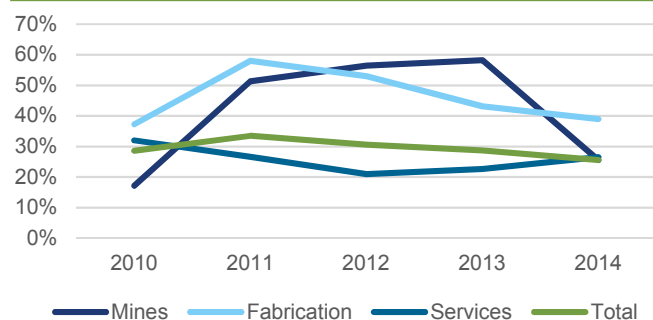
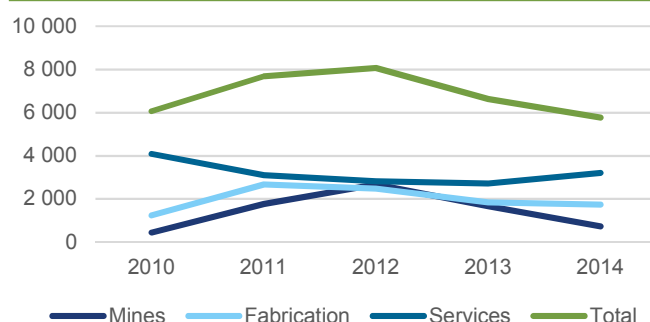


Figure 2

Investissement étranger selon le secteur d'activité économique, Québec, 2010-2014¹



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

en 2012 (données non présentées) et à 1,7 G\$ en 2014. Cette baisse s'explique, notamment, par la diminution des intentions d'investissement étranger du sous-secteur de la première transformation de métaux (331) qui se chiffrent à 479 M\$ en 2010, à 1,3 G\$ en 2012 et à 493 M\$ en 2014 (données non présentées). Également, dans une moindre mesure, les sous-secteurs de la fabrication de produits chimiques (325) et de la fabrication de produits minéraux non métalliques (327) ont également contribué à cette tendance à la baisse.

Suite à la première transformation de métaux (331), voici en ordre d'importance les sous-secteurs ayant le plus d'investissement étranger en 2014 : fabrication de matériel de transport (336),

fabrication de produits chimiques (325), fabrication du papier (322), fabrication de produits informatiques et électroniques (334), fabrication d'aliments (311).

Toujours parmi les sous-secteurs de la fabrication (31-33) en 2014, la première transformation de métaux (331) est le sous-secteur où la part des intentions d'investissement par les entreprises sous contrôle étranger est la plus importante (92 %). Les sous-secteurs de la fabrication de produits informatiques et électroniques (334) (84 %) et de la fabrication de produits chimiques (325) (56 %) sont les deux autres sous-secteurs où plus de la moitié des investissements proviennent d'entreprises sous contrôle étranger (données non présentées).

Hausse de la part de l'investissement étranger dans le secteur des services

À la suite d'une baisse de la part de l'investissement étranger dans le secteur des services, passant de 32 % en 2010 à 21 % en 2012, elle remonte à 27 % en 2014 (figure 1). La baisse entre 2010 et 2012 est principalement attribuable aux secteurs de la finance et assurance (52) et des services immobiliers et services de location et de location à bail (53) qui voient leurs investissements étrangers passer de 1,6 G\$ et 1,1 G\$ en 2010 à 978 M\$ et 540 M\$ en 2012 respectivement (données non présentées).

La hausse entre 2012 et 2014 de la part de l'investissement étranger dans le secteur des services provient essentiel-

Tableau 2

Dépenses en immobilisation selon le pays de contrôle de l'entreprise, par secteur du SCIAN³, Québec, perspectives 2014

Secteur SCIAN ³	Pays de contrôle		Total
	Canada	Étrangers	
	M\$		
Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)	x	x	781,0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)	2 146,4	737,5	2 883,9
Services publics (22)	x	x	6 018,9
Construction (23)	1 285,9	11,7	1 297,6
Fabrication (31-33)	2 727,8	1 735,9	4 463,8
Commerce de gros (41)	805,8	408,4	1 214,2
Commerce de détail (44-45)	1 683,6	290,2	1 973,8
Transport et entreposage (48-49)	3 110,9	485,5	3 596,4
Industrie de l'information et industrie culturelle (51)	1 284,7	134,6	1 419,3
Finance et assurances (52)	777,9	944,8	1 722,7
Services immobiliers et services de location et de location à bail (53)	1 591,8	362,5	1 954,3
Services professionnels, scientifiques et techniques (54)	x	x	1 144,8
Gestion de sociétés et d'entreprises (55)	10,1	3,1	13,2
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (56)	330,3	46,7	377,0
Services d'enseignement (61)	x	x	2 086,8
Soins de santé et assistance sociale (62)	x	x	2 599,2
Arts, spectacles et loisirs (71)	559,6	15,7	575,3
Hébergement et services de restauration (72)	603,5	30,7	634,2
Autres services (sauf les administrations publiques) (81)	262,6	16,4	279,0
Administrations publiques (91)	9 687,3	—	9 687,3
Logements (U)	23 824,9	—	23 824,9
Total	62 774,4	5 773,1	68 547,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Investissements sous contrôle étranger et investissement direct étranger : présentation des concepts

Investissement sous contrôle étranger : les données portant sur les investissements sous contrôle étranger, comme définies dans la publication *Investissements étrangers et nationaux au Canada* de Statistique Canada, se réfèrent aux dépenses en immobilisation des entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. La valeur de l'investissement correspond au coût d'acquisition des constructions neuves, des améliorations majeures et des machines et équipement.

Investissement direct étranger : les données portant sur l'investissement direct étranger, comme présentées dans la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada* de Statistique Canada sont liées aux flux financiers transfrontaliers par l'acquisition d'instruments financiers telles les actions et les obligations. On considère qu'un agent économique est un investisseur direct s'il exerce une influence marquée sur la gestion d'une société canadienne, correspondant à détenir au moins 10 % des actions avec droit de vote. La valeur de l'investissement est une valeur comptable, qui mesure la différence entre deux périodes de la valeur comptable du bilan des entreprises.

Également, Industrie Canada compile des données sur les investissements étrangers en examinant les investissements effectués par les non-résidents, conformément aux termes de la Loi sur Investissement Canada. Ces investissements peuvent être ou ne pas être des investissements

directs étrangers ou des investissements sous contrôle étranger, selon la provenance et l'utilisation des fonds, lesquelles ne sont pas étudiées par Investissement Canada. Les statistiques d'Investissement Canada permettent uniquement de mesurer la fréquence des créations d'entreprises et des acquisitions d'entreprises au Canada par des non-résidents.

Malgré la similitude des dénominations, il n'existe aucun lien statistique entre les deux concepts (au sens de la comptabilité nationale). L'investissement sous contrôle étranger augmente le stock de capital productif de l'économie (la formation brute de capital fixe, composante du produit intérieur brut selon la méthode des dépenses), alors que l'investissement direct étranger ne mesure que le changement de propriété des actifs financiers par les flux transfrontaliers (investissements directs étrangers, composante de la balance des paiements).

Par exemple, une entreprise américaine établie au Québec qui agrandit une usine constitue à coup sûr une dépense en immobilisation sous contrôle étranger, alors que la méthode de financement sera le principal critère pour déterminer s'il s'agit d'investissement direct étranger. Une construction financée par un emprunt local ne sera pas considérée comme un investissement direct étranger (aucun flux financier transfrontalier), alors que ce sera le cas s'il est financé par la maison mère américaine à l'aide des bénéfices non répartis.

lement d'une hausse quasi généralisée de l'investissement étranger de l'ensemble des sous-secteurs des services (2,8 G\$ en 2012 et 3,2 G\$ en 2014) et d'une baisse de l'investissement des entreprises privées canadiennes (données non présentées).

Légère hausse des investissements étrangers dans la RMR de Montréal

Les perspectives d'investissement sous contrôle étranger dans la RMR de Montréal en 2014 s'élèvent à 2,4 G\$, en légère hausse de 4 % par rapport à 2012 (2,3 G\$), mais elles sont inférieures de 3 % par rapport à 2010 (2,5 G\$, donnée non présentée). Les entreprises états-uniennes comptent investir 1,1 G\$, les entreprises de l'Union européenne 700 M\$, alors que les entreprises provenant d'autres pays prévoient investir 600 M\$ en 2014.

Plus du quart (29 %) des perspectives d'investissement étranger en 2014 dans la RMR de Montréal se trouve dans les secteurs de la fabrication (31-33) avec 683 M\$. Les plus importants sous-secteurs sont ceux de la fabrication de produits chimiques (325) avec 122 M\$, de la fabrication de produits informatiques

Tableau 3
Dépenses en immobilisation du secteur privé non résidentiel selon le pays ayant le contrôle de l'entreprise, région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, 2012-2014¹

Pays de contrôle	Année ¹	Immobilisations		Total
		Construction	Machines et équipement	
		M\$		
Canada	2012	3 424,8	4 913,0	8 337,8
	2013	3 460,7	4 825,3	8 286,0
	2014	2 941,8	4 939,1	7 880,9
Pays étrangers	2012	370,7	1 901,8	2 272,5
	2013	547,5	1 770,5	2 318,0
	2014	574,3	1 796,3	2 370,6
États-Unis d'Amérique	2012	191,6	859,5	1 051,1
	2013	292,7	822,1	1 114,8
	2014	x	x	1 061,2
Union Européenne ²	2012	131,8	383,9	515,7
	2013	214,3	348,6	562,9
	2014	x	x	699,5
Autres pays	2012	47,4	658,3	705,7
	2013	40,6	599,7	640,3
	2014	29,5	580,3	609,9
Total	2012	3 795,5	6 814,8	10 610,3
	2013	4 008,2	6 595,8	10 604,0
	2014	3 516,0	6 735,4	10 251,5

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

et électroniques (334) avec 59 M\$ et la première transformation des métaux (331) avec 51 M\$ (données non présentées). Pour les industries des

services, les investissements étrangers se concentrent dans les secteurs de la finance et assurances (52) avec 500 M\$, du commerce de gros (41)

avec 216 M\$, des services immobiliers et services de location et de location à bail (53) avec 158 M\$ et du commerce de détail (44-45) avec 152 M\$.

Tableau 4

Dépenses en immobilisation selon le pays de contrôle, par secteur du SCIAN³, région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, perspectives 2014

Secteur SCIAN ³	Pays de contrôle		Total
	Canada	Étrangers	
	M\$		
Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)	167,3	7,5	174,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)	1,4	0,4	1,8
Services publics (22)	1 682,7	18,9	1 701,6
Construction (23)	615,9	5,6	621,5
Fabrication (31-33)	1 548,8	682,9	2 231,7
Commerce de gros (41)	509,7	216,4	726,0
Commerce de détail (44-45)	956,2	151,5	1 107,8
Transport et entreposage (48-49)	2 047,4	117,2	2 164,6
Industrie de l'information et industrie culturelle (51)	707,8	75,8	783,6
Finance et assurances (52)	382,8	503,2	886,0
Services immobiliers et services de location et de location à bail (53)	845,3	157,5	1 002,9
Services professionnels, scientifiques et techniques (54)	x	x	793,9
Gestion de sociétés et d'entreprises (55)	6,9	0,0	6,9
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (56)	157,8	28,7	186,5
Services d'enseignement (61)	x	x	1 123,8
Soins de santé et assistance sociale (62)	x	x	1 875,1
Arts, spectacles et loisirs (71)	376,3	10,3	386,7
Hébergement et services de restauration (72)	304,3	23,0	327,4
Autres services (sauf les administrations publiques) (81)	140,2	7,7	147,9
Administrations publiques (91)	6 335,7	0,0	6 335,7
Logements (U)	10 668,3	–	10 668,3
Total	30 883,8	2 370,6	33 254,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Notes de tableaux et figures :

1. 2010-2012 : Données réelles; 2013 : Données réelles provisoires; 2014 : Perspectives
2. Union Européenne : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.
3. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord*, Canada 2002.

En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Abréviations et signes conventionnels :

- \$ En dollars
- M En milliards
- G En millions
- % Pourcentage
- Néant ou zéro
- x Donnée confidentielle

Avec la collaboration de :

Virginie Lachance, mise en page
Direction des statistiques sectorielles et du développement durable
Esther Frève, révision linguistique
Direction des communications

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2014

ISSN 1925-1807 (en ligne)

Pour plus de renseignements :

Guillaume Marchand
Direction des statistiques économiques
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2411, poste 3093
Courriel : guillaume.marchand@stat.gouv.qc.ca

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2010

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm